

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Michèle Bonnechère** : Doctrine et droit du travail : éléments pour un débat.

**Emmanuel Gayat** : Pourquoi publier les décisions des juges du fond ?

### DOCUMENT

Directive 2002/14/CE relative à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment :*

La détermination du tribunal compétent en matière de contrat de travail international.

**Cour de Justice des Communautés Européennes 27 février 2002** - Note Christine Chansenay (p. 498)

Le mandat, postérieur au jugement, donné au défenseur syndical pour représenter le salarié en appel emporte pouvoir d'interjeter appel.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 avril 2002** - Note Daniel Boulmier (p. 500)

La prohibition des cumuls d'emploi dans les services publics ne concerne que les périodes pendant lesquelles ces personnels sont en activité.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 mars 2002** (p. 501)

La poursuite du contrat de travail de salariés défendant le fonctionnement des institutions représentatives du personnel (affaire *Mac Do...* suite).

**Cour d'appel de Paris (18<sup>e</sup> ch. C) 23 mai 2002** (p. 502)

L'étendue des investigations patronales permettant de satisfaire à l'obligation de reclassement du salarié licencié.

**Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 10 septembre 2001** - Note Franck Héas (p. 504)

La qualité d'établissement public administratif du cessionnaire à l'occasion d'un transfert d'entreprise ne suffit pas à écarter l'application de l'art. L 122-12 C.Tr.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 juin 2002** - Note Mélanie Carles (p. 5078)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de Cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



# Table des Matières

OCTOBRE 2002

## Doctrine :

- Doctrine et droit du travail : éléments pour un débat, **par Michèle Bonnechère, Professeur à l'université d'Evry, Val d'Essonne** ..... 471
- Pourquoi publier les décisions des juges du fond ?, **par Emmanuel Gayat, Avocat au Barreau de Paris** ..... 486

## Document :

- Directive 2002/14/CE du parlement européen et du conseil du 11 mars 2002 établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne ..** 492

## Jurisprudence :

- ACCIDENTS DU TRAVAIL – Définition – Accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail – Appréciation souveraine des juges du fond en fonction des circonstances de la cause.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 20 décembre 2001** ..... 497
- CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Compétence – Contrat de travail international – Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 telle que modifiée par la Convention de San Sebastian du 26 mai 1989 – Pluralité de lieux de travail – Article 5.1 – Juge du lieu de l'exécution habituelle du travail.  
**COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 27 février 2002** ..... 498  
**Note Christine Chansenay, Docteur en droit** ..... 498
- CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Procédure sans représentation obligatoire – Mandat de représentation – Pouvoir spécial exigé (oui) – Appel – Nécessité d'un autre pouvoir (non).  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 avril 2002** ..... 500  
**Note Daniel Boulmier, Maître de conférences à l'Université de Nancy** ..... 500
- CONTRAT DE TRAVAIL – Cumul d'emplois – Réglementation spécifique aux services publics – Suspension du contrat de travail – Application (non).  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 27 mars 2002** ..... 501
- CONVENTIONS COLLECTIVES – Conventions et accords d'entreprise – Avenant modificatif – Nécessité de la participation de tous les syndicats représentatifs à sa négociation – A défaut, recevabilité de l'action en nullité de l'avenant des syndicats exclus de la négociation.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 26 mars 2002** ..... 501  
**Note Francis Saramito**..... 502
- GRÈVE – Action en défense des institutions représentatives du personnel dont le fonctionnement est menacé par l'employeur – Accusation de malversations à l'encontre des salariés les plus actifs – Licenciement – Trouble manifestement illicite – Poursuite des contrats de travail ordonnée par le juge des référés prud'homal.  
**COUR D'APPEL DE PARIS (18<sup>e</sup> ch. C) 23 mai 2002** ..... 502
- LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE. – Obligation de reclassement – Étendue des investigations patronales.  
**COUR D'APPEL DE GRENOBLE (Ch. Soc.) 10 septembre 2001** ..... 504  
**Note Franck Héas, Maître de conférences à l'Université de Bretagne-Sud** ..... 505
- TRANSFERT D'ENTREPRISE – Maintien de l'entité économique – Condition – Cessionnaire ayant la qualité d'établissement public administratif – Obstacle (non).  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 juin 2002** ..... 507  
**Note Mélanie Carles** ..... 508